

# Non aux violences policières !

## Une victoire qui en appelle d'autres !

*Le retrait du Cpe est une authentique victoire obtenue grâce à la lutte des étudiants, lycéens et salariés. Cette victoire peut et doit redonner confiance et permettre de poursuivre le combat contre d'autres mesures aussi graves qui existent, notamment dans la loi dite d'égalité des chances. Ainsi, nous ne pouvons accepter le travail de nuit pour les jeunes dès 15 ans, l'apprentissage à 14 ans, le contrat parental... Les mêmes raisons qui nous ont conduit à nous battre contre le CPE (période d'essai de 2 ans, pas de raisons données au licenciement...) nous amènent aussi à exiger l'abrogation du CNE. Aujourd'hui le combat contre la précarité et pour des emplois en CDI doit demeurer au cœur de nos préoccupations. C'est pourquoi nous appelons les étudiants, lycéens et salariés à rester mobilisés*

Depuis le début du mouvement contre le CPE et le CNE, les étudiants et lycéens se trouvent confrontés à des violences policières inadmissibles : des milliers d'interpellations au niveau national, des jeunes et des syndicalistes blessés, parfois gravement comme Cyril, militant de SUD PTT qui a passé 18 jours dans le coma et est encore dans un état critique.

A Toulouse, avec l'omniprésence de la Brigade Anti-Criminalité multipliant les provocations et interpellant des jeunes au cœur même de la manifestation, nombre d'entre eux sont sous le coup de jugements, certains ont été condamnés à des peines avec sursis, des amendes... Enfin, comme devant le siège du MEDEF ou plus récemment gare Matabiau, la police n'a pas hésité à frapper violemment des jeunes, parfois à terre, occasionnant plusieurs blessés certains devant être hospitalisés.

Nos organisations syndicales ont ainsi dû, lors de plusieurs manifestations s'interposer entre police et manifestants pour éviter que les choses ne s'aggravent encore plus.

Les organisations syndicales de la Haute-Garonne ont déjà interpellé le Préfet quant aux provocations des fonctionnaires de la BAC, qui sont pourtant soumis à un code de déontologie. Les événements de la gare de Toulouse Matabiau démontrent que certaines actions et attitudes relèvent de comportement d'individus parfaitement irresponsables et totalement inconscients de la charge qui leur a été confiée par la collectivité nationale, qui participe normalement au respect de nos institutions républicaines.

Les organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens, les retraités, les privés d'emplois ne laisseront pas s'installer de nouvelles brigades de « voltigeurs », il ne doit pas y avoir de nouvelle victime, nous ne voulons pas d'un nouveau Malik Oussekiné !!

Cette situation est devenue telle que, même la commission officielle (Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité) présidée par Pierre Truche, président honoraire de la cour de cassation s'inquiète des dérives policières.

Nous demandons l'intervention de Monsieur le Préfet afin que cessent immédiatement de telles pratiques.

Nous demandons solennellement que toute la lumière soit faite sur ces faits et que des sanctions soient prises à l'encontre des agresseurs.

Nous exigeons l'abandon des poursuites judiciaires contre les interpellés, l'amnistie totale et la levée de toutes sanctions prises par les établissements à l'encontre des lycéens et étudiants. Nous interviendrons, dans ce sens, auprès du recteur de l'académie de Toulouse.

C'est pour cela que nous appelons les étudiants, les lycéens et salariés à participer à un rassemblement, devant la préfecture, vendredi afin d'interpeller le préfet et que l'on revienne à des pratiques plus conformes à la démocratie.

**Vendredi 14 avril, à 12h**

**rassemblement place St Etienne**

**à l'appel de : CGT, FSU, Solidaires, UNEF, FCPE, CLT, AG Mirail, Paul Sabatier, Arsenal-IEP...**